

# Élève décrocheuse, elle a eu la rage de s'en sortir

Luna Machicote avait fini par lâcher le lycée pro. Sans aucune perspective. Aujourd'hui, cette mère de 26 ans, qui a toujours bossé, savoure sa première année à l'université de Cholet. Et témoigne.

## Entre guillemets

« J'ai grandi à Saint-Jean-de-Luz, dans le Pays basque, aînée d'une fratrie de trois enfants. Et j'ai été une élève décrocheuse, même si je n'aime pas ce mot. Au collège, les notes, ça suivait, mais je n'ai jamais ouvert un livre. J'étais une cancre, une ado difficile qui détestait les ordres. On m'a changé trois fois de collège, j'ai même commis un petit vol dans un des internats et je me suis fait attraper. C'était ma façon de montrer mon mal-être et d'emmerder mes parents, dont le couple battait de l'aile.

« Le jour du bac, je dormais »

Après la 3<sup>e</sup>, je suis allée au lycée hôtelier de Biarritz, juste pour suivre mes copines et rester sur la côte. Dès la classe de 1<sup>re</sup>, ça s'est mal passé. Ma mère a fait le forcing pour que je passe en terminale. Et là, ça a été l'hécatombe. Je n'en avais rien à faire des cours et de l'hôtellerie : j'ai la fibre sociale, pas commerciale. Mes parents ont divorcé à ce moment-là. Je suis partie vivre avec mon père.

J'ai complètement lâché l'affaire deux mois avant le bac. Le jour de l'épreuve, je dormais chez moi ! J'en rigole maintenant, mais c'était compliqué. Ce n'est pas drôle de se retrouver sans rien, avec juste une expérience de stage dans un métier que vous n'aimez pas. Mon père m'a dit : « Dehors ! Tu reviens avec une inscription à des études ou un CDI. » J'en ai ramené un, comme vendeuse de vêtements.

Puis, avec l'aide d'une copine, j'ai décroché un stage d'agent social dans la fonction publique territoriale. Je suis devenue aide à domicile : le ménage, les repas, il n'y a pas besoin d'avoir fait des études. J'ai ensuite été recrutée à Saint-Vincent-de-Tyrosse, dans les Landes. Mon ami y jouait au



Mère de deux enfants, Luna Machicote prépare un bachelor *Carrières sociales*, à 26 ans, à Cholet.

PHOTO : OUEST-FRANCE

rugby. On s'est installé ensemble.

Je me suis rendu compte que sans diplôme, en France, c'est difficile de faire son chemin. Ramener un Smic, ado, quand on vit chez papa-maman, c'est waouh. La réalité m'a mis du plomb dans la tête. Le fait de devenir maman à 22 ans, aussi. Plus jeune, je disais à mes parents : « Vous n'avez pas fait d'études, je n'ai pas besoin de diplômes. » Je ne voulais pas que mes enfants, plus tard, me fassent le même reproche.

Nous sommes partis nous installer dans le Choletais, dont mon conjoint était originaire. On a eu notre deuxième enfant. Et, en septembre 2022, je suis rentrée en DAEU [Diplôme

d'accès aux études universitaires], à Angers, option littérature. Oui, toujours sans avoir lu un bouquin, mais ça a bien changé depuis !

« Une année d'étude exceptionnelle »

Ça a été une année d'étude exceptionnelle. On avait tous les mêmes profils : des décrocheurs, des jeunes mamans... On se soutenait vraiment et les professeurs étaient bienveillants. On échangeait d'adulte à adulte, même si on suivait des cours de niveau terminale générale !

Je travaillais de nuit comme auxiliaire de vie, auprès d'un monsieur malade, à trois quarts d'heure de chez moi. Avec le DAEU et les enfants, ce n'était pas simple à gérer, mais j'étais très fière de reprendre mes études et j'en oubliais la fatigue.

J'ai terminé deuxième de ma promo en juin 2023 et je me suis inscrite à Parcoursup. J'ai été admise, cette rentrée, en première année de bachelor *Carrières sociales*, à Cholet. C'est l'ex-DUT. Il y en a pour trois ans. Je suis bonne élève, assidue, assise devant, et pourtant, c'est moi la plus vieille et la seule maman ! Ma bourse d'études est de 521 € par mois et je travaille le dimanche à la boulangerie de mon village, Le Puy Saint-Bonnet.

« La plus vieille et la seule maman »

J'ai fait mon premier stage d'étudiante comme chargée d'insertion dans des Esat. Il s'agissait d'accompagner des travailleurs en situation de handicap vers le milieu ordinaire, s'ils le souhaitaient. Il fallait beaucoup discuter avec eux et en équipe. Et convaincre d'éventuels employeurs. Là, il y a un côté commercial que j'aime un peu moins, mais comme c'est pour la cause, il n'y a pas de problème. Plus tard, j'adorerais devenir conseillère d'insertion en mission locale, pour aider des jeunes de 14-25 ans à trouver leur voie. Étonnant, non ? [Grand rire]

Récemment, j'ai été entendue par le Ceser [lire ci-contre], comme d'autres ex-élèves décrocheurs. Nous avons parlé de l'idée de transmettre cette expérience à des jeunes qui vivent la même problématique. Si ça m'arrive, j'aimerais leur dire qu'on n'est pas tous obligés de suivre le même chemin. Avoir un parcours atypique m'a donné la rage de m'en sortir. >>>

Recueilli par François CHRÉTIEN.

## Des propositions pour aider les décrocheurs

### L'initiative

Ils sont déscolarisés et sans diplômes, ni qualification professionnelle. Ce sont les « décrocheurs ». Cette situation concernait 29 000 jeunes de 14 à 24 ans, dans les Pays de la Loire, selon une étude de l'Insee basée sur le recensement de 2019. Le phénomène touche 5,9 % des 14-24 ans, dans la région. C'est moins que la moyenne nationale (6,7 %). Mais cela reste préoccupant, selon le Conseil économique social et environnemental régional. D'autant « qu'il n'y a pas de baisse significative du décrochage », constate le Ceser, qui a donc décidé de refaire un rapport sur le sujet, neuf ans après celui de 2015.

### L'accélérateur du confinement

Qu'est-ce qui a changé depuis ? « Le Covid », répond Aldo Foschia, conseiller Ceser, par ailleurs cadre dans l'enseignement catholique. Le confinement a été le révélateur de nouvelles causes de décrochage. « Le rapporteur de l'étude, baptisée « Je ne décroche pas, je me construis », parle de « déscolarisation à distance car, devant l'écran, on suit moins », de « désocialisation » et de « sédentarisation » de jeunes. Autre tendance : Aldo Foschia observe des problèmes accrus de santé mentale chez les élèves. Il constate que l'impression de perte de sens face à l'école peut démarrer « dès l'entrée en 6<sup>e</sup> » et s'accroître pendant « les périodes anxieuses d'orientation », comme au moment de Parcoursup.

### Une série de préconisations

Alors, que faire ? Le Ceser, qui a un rôle de conseil des élus régionaux des Pays de la Loire, a listé une série de préconisations après avoir mené des entretiens avec 24 jeunes décrocheurs et 37 professionnels. Il propose notamment « d'expérimenter une Maison des parents », comme il en



Aldo Foschia, conseiller Ceser des Pays de la Loire. PHOTO : OUEST-FRANCE

existe dans les Hauts-de-France. Les familles monoparentales et (ou) sans diplômes, souvent démunies pour aider leur enfant à se raccrocher aux branches du parcours scolaire, pourraient y trouver de précieux conseils.

### « Ambassadeurs des parcours non convenus »

Le Ceser préconise aussi de créer un « dispositif itinérant pour aller à la rencontre des familles avec des personnes formées à la santé mentale ». Une excellente idée, mais vu la grande misère de la psychiatrie en France, en aura-t-on les moyens ? Il parle aussi de mieux associer les élèves aux décisions sur leur établissement (restauration, sanitaire, lieu de détente), ce « qui renforce le sentiment d'appartenance ». Autre suggestion : trouver « des ambassadeurs des parcours non convenus ». C'est-à-dire des anciens décrocheurs qui s'en sont sortis et qui racontent leur expérience dans les établissements. Un jeune qui parle aux jeunes, « de pair à pair », il n'y a pas plus convaincant, résume Aldo Foschia. Et ce n'est pas Luna Machicote (lire ci-contre) qui dira le contraire.

F. C.

## Aboubacar Fofana : le CRS serait jugé dans un an

La chambre de l'instruction a confirmé l'ordonnance de mise en accusation qui renvoie le policier en cour criminelle, après le coup de feu mortel donné quartier du Breil, à Nantes, en 2018.

Huit mois après la délivrance d'une ordonnance de mise en accusation (OMA), qui renvoie un CRS de la compagnie de Bergerac (Dordogne) devant une cour criminelle pour violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner, le 3 juillet 2018, à Nantes, la chambre de l'instruction de Rennes (Ille-et-Vilaine) vient de confirmer cette OMA.

Les appels de deux parties avaient été examinés en chambre du conseil, donc à huis clos, le 5 décembre 2023. Le premier émanait du brigadier-chef, assisté par Laurent-Franck Liénard, avocat spécialisé dans la défense des forces de l'ordre. Comme il l'avait soutenu devant les enquê-

teurs de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), le fonctionnaire, qui appartenait alors à la compagnie de CRS de Bergerac, continue d'invoquer un geste de légitime défense. Une version visiblement incompatible avec les constatations techniques, tout comme celle d'un tir accidentel, avait conclu l'instruction, à la mi-avril 2023.

### Ni légitime défense, ni meurtre retenu

S'il ne nie pas être l'auteur du coup de feu qui a tué d'une balle dans le cou, lors d'un contrôle routier, Aboubacar Fofana, au volant de son SUV Nissan, rue des Plantes, dans le quartier du

Breil, à Nantes, le policier conteste avoir voulu atteindre le jeune homme de 22 ans ce 3 juillet 2018. L'appel visait à obtenir un non-lieu de l'OMA, l'abandon de la qualification criminelle et, dans l'absolu, celui des poursuites.

Le second appel avait été formé par la famille d'Aboubacar Fofana. Franck Boëzec, l'avocat de la mère, des frères et de la sœur du défunt, plaide pour une qualification des faits à la hausse, autrement dit en meurtre. Aucune date de procès n'est aujourd'hui prévue, mais il pourrait arriver dans environ un an, devant la cour criminelle.

Nathalie HAMON.



Une plaque à la mémoire d'Aboubacar Fofana avait été dévoilée un an après sa mort, rue des Plantes. PHOTO : ARCHIVES O.F.

## Privilège Marine sous pavillon tchèque

Le chantier naval des Sables-d'Olonne est repris par PPF Group. L'opposition dénonce les conditions d'une aide versée par la Région.

L'information apparaît dans une délibération du conseil régional, présentée lors de la commission permanente du 9 février. On y apprend que le chantier naval Privilège Marine, spécialisé dans la construction de catamarans haut de gamme aux Sables-d'Olonne (Vendée), a « récemment été repris par un fonds d'investissement tchèque ».

Il s'agit de PPF group, dont le pôle nautisme générerait un chiffre d'affaires de 440 millions d'euros en 2023, selon cette délibération. La majorité régionale a fait voter l'abandon d'une créance de 250 000 € à Privilège Marine, au titre d'un prêt régional d'un million d'euros qui lui avait été attribué en 2022. Par ailleurs, la durée de remboursement de ce prêt sera allongée.

Les groupes d'opposition Le Printemps des Pays de la Loire et L'Écologie ensemble se sont abstenus lors du vote. Le groupe écologiste s'interroge sur les raisons de ce soutien financier à un concepteur qui propose « des catamarans de luxe dont les prix s'échelonnent entre 1,5 et 6,5 millions d'euros ».

### « Diminuer le passif »

Dans la délibération, il est indiqué que le fonds d'investissement tchèque a injecté 4 millions dans le chantier naval pour lui éviter « une procédure collective ». Il serait disposé à un nouvel apport de 5 millions si les partenaires de l'entreprise consentent à s'engager sur des efforts équivalents « en vue de diminuer le passif



Privilège Marine, le chantier naval de catamarans haut de gamme, a ses ateliers de fabrication aux Sables-d'Olonne. PHOTO : ARCHIVES O.F.

existant ». Privilège Marine est présenté comme un acteur en difficulté. Pour le groupe écologiste, les aides publiques devraient être « conditionnées à des engagements écologiques et sociaux, pour des projets industriels d'avenir créateurs d'emplois sur le territoire et qui répondent aux besoins locaux ».

Privilège Marine a été la propriété d'Hanse Yachts de 2017 à octobre 2022, puis ce groupe allemand a cédé sa participation à Gilles Wagner, le patron de l'entreprise, qui avait racheté la totalité des parts. En 2022, l'entreprise de 250 salariés affichait un carnet de commandes de près de 60 millions d'euros et visait un exercice de 14 millions d'euros.

Clémence SIMON.

## Dans la région, les agriculteurs restent mobilisés

À la veille du Salon, ils ont érigé, hier, deux murs symboliques au Mans et mené des opérations coup de poing dans des grandes surfaces de l'agglomération nantaise. Lire aussi page Terre

### Emmurer la préfecture

Les agriculteurs sarthois, à l'appel de la FDSEA et des JA, avaient d'abord prévu, hier, d'investir la ligne droite des Hunaudières, comme un clin d'œil aux 24 Heures. Changement de plan de dernière minute, c'est finalement la direction du centre-ville du Mans que le cortège de quelque 150 tracteurs a décidé d'emprunter. Avec un objectif : emmurer la préfecture.

« On est là avant le Salon de l'agriculture pour remettre la pression, dire au gouvernement qu'on en a ras le bol de ces discussions [le débat qui devait se tenir]. Ça fait déjà trois semaines, un mois. Et aujourd'hui, rien n'avance. Il est temps que le gouvernement se bouge », explique Denis Pineau, président de la FDSEA 72. Puisqu'ils estiment qu'ils « vont dans le mur », les agriculteurs sarthois en ont symboliquement éri-



Au Mans, les agriculteurs montent un mur devant les grilles de la préfecture. À droite, contrôle au Leclerc Paridis de Nantes

PHOTO : OUEST-FRANCE

gé deux. En parpaings. L'un devant les grilles de la préfecture, l'autre devant celles de la direction départementale des territoires.

### Entrecôtes du Royaume-Uni



Des bavettes d'Irlande, des entrecôtes du Royaume-Uni plein les chariots : la FNSEA 44 a mené une opération coup de poing, hier, dans des magasins Leclerc de l'agglomération nantaise. Après s'être retrouvés à midi

devant le château des Ducs de Bretagne, les 80 tracteurs (environ 150 personnes sur place), venant des quatre coins du département, ont pris la direction, vers 16 h, de quatre grandes surfaces à Nantes (Paradis), Saint-Herblain (Atlantis) et Rezé (Atout sud, Océane). Une vingtaine d'engins sur chaque site.

Dans le magasin nantais, des agriculteurs ont attrapé des chariots qu'ils ont remplis de viande, de lait non français, tout en stickant dans les rayons les produits avec la mention origine inconnue. « Viande européenne ou non européenne, je ne sais pas ce que ça veut dire », lance un agriculteur. Une opération dans le calme mais qui a mis sur les dents le personnel du magasin Leclerc, suivant, à la trace, le syndicat dans les allées.

Antonin LE BRIS et Agnès MÉTAYER.

## Loire

Une alerte au rejet d'hydrocarbures dans le fleuve a été émise dans le Loiret, jeudi. En cause : des traces d'irisation qui s'épandaient sur quatre kilomètres de long et cinq mètres de large, repérées par des promeneurs près d'Orléans. Les modélisations de l'ARS annonçaient une arrivée de cette potentielle pollution, hier après-midi, en Anjou. Les stations de pompage ont été mises en alerte.